



Communiqué de presse  
Paris, le 9 mai 2020

## Communiqué de Presse

**La Grande Loge Féminine de France s'associe à la Journée de l'Europe  
Pour « des réalisations concrètes » et une « solidarité de fait »**

*« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une **solidarité de fait**. »*

### **Soixante-dix ans déjà...**

nous séparent de cette déclaration de Robert Schumann, alors ministre des Affaires étrangères, dans sa déclaration du 9 mai 1950

Déclaration qui résonne terriblement juste en cette journée de l'Europe

A l'heure où l'Europe traverse une crise sanitaire profonde,

A l'heure où l'Europe se questionne pour son avenir,

A l'heure où les doutes, les interrogations, les inquiétudes surgissent, où s'annonce une grave crise économique et sociale,

La Grande Loge Féminine de France, s'engage auprès des femmes, qu'elles soient victimes de violences intra familiales, de discriminations ou d'inégalités sociales.

Elle tient à souligner le rôle primordial des femmes, piliers de nos sociétés, dans la lutte contre cette pandémie. Il est donc impératif que soient valorisés travail et salaires de celles qui sont en première ligne face au danger, et que cette reconnaissance le soit de façon pérenne à travers des « **réalisations concrètes** ».

La Grande Loge Féminine de France prône une « **solidarité de fait** », sans laquelle la notion d'Europe n'existe pas. Elle souhaite que soient de nouveau étudiés comparativement les textes législatifs régissant les droits des femmes dans tous les pays européens. Il faut relever les défis éthiques et sociaux face à la fragilisation des droits sexuels et reproductifs en Europe, aux menaces sur les droits sociaux. L'utopie d'hier : « la clause de l'européenne la plus favorisée » pourrait voir son avènement avec la définition, mise en place et application de lois-cadres harmonisées qui partout respectent-les droits des femmes sans restriction.

La Grande Loge Féminine de France tient à appeler, aussi, tous les pays de l'Union à ratifier la Convention européenne sur la prévention et la lutte contre la violence à l'encontre des femmes, dite Convention d'Istanbul, afin qu'elle puisse s'appliquer, **concrètement et solidairement, et**, comme posé dans son préambule, « aspirant à créer une Europe libre » permettant, avec les budgets nécessaires, de « concevoir un cadre global, des politiques et des mesures de protection et d'assistance ».

Pour que l'Europe redevienne un projet désirable, elle doit travailler à réduire son déficit démocratique et établir la parité Femmes/Hommes à tous les niveaux.

Contact presse : [communication@glff.org](mailto:communication@glff.org).